



Syndicat National des Personnels des Affaires Sanitaires et Sociales

FORCE OUVRIÈRE

SNPASS-FO 14, avenue Duquesne – 75007 PARIS

Tel 01 40 56 43 04 ou 01 40 56 43 77

Mail : syndicat-fo-adm-centrale@sante.gouv.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SNPASSFO/>



NON à la Prolongation de l'austérité budgétaire en 2025,

NON à la casse du ministère, de ses services, et de ses établissements,

OUI au respect des agents et de leurs missions.

Les représentants FORCE OUVRIERE des Ministères Sociaux, réunis ce jour en Comité Social d'Administration Ministériel, expriment leur vive indignation face à l'annonce de la poursuite de la rigueur budgétaire en 2025, appliquée aux services Centraux, aux services Déconcentrés et aux Etablissements. Cette politique d'austérité, en vigueur depuis plusieurs années et fortement aggravée en 2024 par coupes successives, a des conséquences directes et délétères sur le fonctionnement des services publics et sur les conditions de travail des agents qui en assurent les missions.

Pour exemples voici, les annonces officieuses de suppressions de postes dans quelques ARS:

ARS BRETAGNE: - 21 ETPT

ARS IDF: - 60 ETPT

ARS NA: - 30 ETPT

ARS ARA : - 30 ETPT

Tout ceci est totalement officieux, aucune information globale, mais cela conforte les informations données par certains directeurs aux agents sur le nombre de postes qu'ils doivent « rendre », qui laissent même plutôt à penser que le nombre d'ETP total pourrait être supérieur.

Dans les INJ, une volonté affichée par le ministère d'empêcher toutes revalorisations salariales des agents et de geler les ouvertures de concours sur titres et réservés (pour les travailleurs handicapés) notamment dans les corps des enseignants et des éducateurs au prétexte d'une réforme en cours que le ministère présente pourtant comme porteuse pour les agents.

Nous, représentants FORCE OUVRIERE constatons et dénonçons les effets de la rigueur budgétaire

Les agents des Ministères Sociaux sont confrontés à des conditions de travail dégradées et à une pression accrue, compromettant leur capacité à remplir leurs missions essentielles. Les restrictions budgétaires ont entraîné:

- Des gels de postes, avec déport des missions et surcharge de travail sur les agents,
- Des refus de promotions d'agents au prétexte de soutenabilité de la masse salariale,
- Une limitation sévère des déplacements nécessaires pour les inspections et contrôles sur le terrain, réduisant l'efficacité des actions de protection sanitaire et environnementale,
- Une insuffisance en fournitures et équipements essentiels, forçant les agents à travailler dans des conditions précaires, parfois sans le matériel adéquat.
- Des restrictions en matière de formation continue, de préparation de concours, fragilisant le maintien des compétences professionnelles des agents.
- Des conditions de travail et d'accueil du public dégradées (réduction des horaires, bâtiments mal chauffés, télétravail forcé).

Dans ce contexte, le SNPASS-FO en appelle solennellement aux ministres afin que:

- Les moyens budgétaires nécessaires soient rétablis en 2025 afin de permettre aux agents de réaliser leurs missions dans des conditions de travail décentes et respectueuses de leur santé et sécurité.
- Les agents puissent bénéficier d'un environnement de travail digne, incluant le matériel adéquat et des conditions matérielles satisfaisantes.

- Le service public, garant de la cohésion territoriale et sociale, soit préservé de toute politique d'austérité, y compris en matière salariale, qui met en péril sa qualité et son accessibilité.

L'inquiétude et la colère des agents enflent au rythme des attaques dont ils font l'objet :

- Dès aujourd'hui, tous subissent les conséquences du report de l'âge de la retraite à 64 ans, tous subissent le gel du point d'indice, tous subissent le jour de carence lors qu'ils sont vulnérables et malades,
- Demain, les agents aux salaires minés par l'inflation subiraient l'absence de GIPA ? Les plus fragiles et malades trois jours de carence et la baisse de leur rémunération en cas de maladie ? Et cela au sein même d'un ministère incapable de proposer une protection sociale complémentaire digne de ce nom en 2025 à ses agents ?
- C'est évidemment inadmissible. FORCE OUVRIERE combattra aux côtés des agents l'ensemble de ces mesures iniques !
- Les nouvelles coupes budgétaires menacent directement les agents en CDD, mais aussi ceux qui sont en détachement : quelle ironie, alors qu'un projet de texte élargissant les possibilités de détachement dans le corps des IASS est proposé à ce CSA !
- FORCE OUVRIERE exige le maintien de tous les détachements, et le renouvellement de tous les CDD !
- Pas un seul licenciement dans notre ministère, ses services et ses établissements !
- FORCE OUVRIERE exige l'information des agents et de leurs organisations syndicales sur la réalité des moyens budgétaires alloués aux services !

Merci de votre attention.